

Réfugiés par millions, famine, maladies, massacres Au Rwanda, l'horreur est encore à venir

Christian Lecomte

La Vie, 21 juillet 1994

Soudain, au détour d'un virage, il y a cette femme et cet enfant. Deux fantômes vêtus d'étoffes déchirées qui flottent dans le vent. Ils sont figés dans l'espace, les pieds nus posés sur l'asphalte brûlant. Derrière eux s'étend dans toute sa splendeur la forêt de Nyungwe qui couvre une large partie de cette région sud-ouest du Rwanda. La femme est belle, grande et les traits de son visage sont extrêmement fins. Les lèvres de l'enfant silencieux saignent parce qu'il a faim. Qui sont-ils ces deux-là ? Est-elle tutsie cette femme qui porte sur elle toute la grâce de cette ethnie ? Elle serait donc pourchassée mais assez folle pour quitter le refuge du buisson et quémander sur le bord de la route un peu de nourriture, à la merci à tout moment d'un coup de machette ? Est-elle hutue, née sans doute d'un mariage mixte, répudiée par tous, réduite à l'exode solitaire ? Surtout ne pas le lui demander. Offrir à l'enfant silencieux quelques fruits et des barres chocolatées. Envelopper la femme du regard et lui dire avec les yeux, en français et en kinyarwanda, des mots simples et doux.

A l'orée de la forêt, le rideau se lève sur un amphithéâtre de collines. Province de Gikongoro, la plus pauvre du Rwanda. Le sol est pierreux mais on tente d'y cultiver du sorgho, du manioc et du thé. Un million et demi de réfugiés s'y sont posés là, à flanc de coteaux. Ils sont Hutus et ont fui la province voisine de Butare, tombée entre les mains du Front patriotique rwandais (FPR à majorité tutsie) début juillet. Cette zone a été décrétée "de protection" ou "humanitaire" par la France avec l'aval des Nations unies. On y meurt cependant chaque jour de dénutrition, de dysenterie bacillaire ou de plaies, par balle ou à l'arme blanche, surinfectées. Là-bas, près de la pro-

cure de Gikongoro, une petite maison coquette.

Madeleine Ruffin [Raffin], dite Mado, vit là depuis vingt-six ans. A soixante et un an, cette enseignante à la retraite a bâti des écoles, formé des institutrices, et est aujourd'hui la directrice locale de l'association humanitaire catholique Caritas. Sa voix a l'accent chantant de Toulouse et, tôt le matin jusqu'à tard le soir, elle porte cette petite blouse blanche d'écolière qui appartient désormais à la légende de Gikongoro. La demeure de Mado est un passage obligé. Y défilent des évêques, des membres d'organisations non gouvernementales (ONG), hirsutes et tatoués, des Tutsis apeurés, des officiers militaires français et des journalistes en quête d'information. « *Suivez-moi si vous voulez mesurer la nature exacte du drame qui secoue le Rwanda depuis des mois* », a lâché Mado en grimant prestement dans un Land Cruiser.

La population paie pour les assassins

30 km d'une piste en latérite poussiéreuse qui tasse douloureusement les vertèbres et donne des maux de tête. Tout au bout Kibeho, non loin de la ligne de front où militaires français et soldats du FPR s'épient au-delà d'un *no man's land* tacitement respecté. En pénétrant dans l'église de Kibeho, Mado a posé une main lasse sur son front. « *Ici même, dit-elle, vous pouvez comprendre.* » L'église, en partie calcinée, a été le théâtre de massacres en avril dernier. Des centaines de Tutsis y ont péri carbonisés, tandis que 7 000 étaient tués par les milices hutues dans cette même commune. « *Cela, c'était hier. L'horreur à venir est là devant nous, à portée de regard* », lance Mado sur le parvis de l'église.

Combien sont-ils agglutinés sur la petite place ? Des milliers. Combien sont-ils sur les collines, collés à la terre, abrités pour les plus chanceux sous des bâches plastiques aux sigles de l'Onu ? Des centaines de milliers sans doute. Selon Innocent Bakundukize, bourgmestre de Kibeho, sa commune est aujourd'hui le plus grand centre de réfugiés du monde. Mado s'est mêlée spontanément à la foule et des mains se sont tendues vers elle. « *Sous prétexte, s'insurge-t-elle, que cette région regorge d'hommes qui ont commis les pires atrocités contre les Tutsis et qu'il ne faut donc pas nourrir des assassins, les associations ne se mobilisent pas. Mais ceux qui ont perpétré les actes ignobles que l'on sait sont en réalité une infime minorité. Ici, je ne vois que des enfants, des femmes et des vieillards hutus qui ont fui le FPR et qui sont en train de mourir de faim et de maladie.* »

Peu de chance de survie, en effet, dans cette région qui a connu la famine en début d'année et où les nuits sont particulièrement froides. Kibeho n'a reçu à ce jour aucune aide en vivres et, d'après cette responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) croisée à Kibeho, une catastrophe humanitaire majeure est imminente. La semaine passée, seule la Caritas, épaulée par l'association française Solidarité, a acheminé 112 tonnes de vivres à Gikongoro. « *Cent douze tonnes pour plus d'un million de personnes déplacées dans la région, une goutte d'eau dans un océan de misère* », se lamente Mado.

Certes la Croix rouge internationale (CICR) est présente sur le terrain, certes deux membres de Médecins sans frontières, un administrateur et un logisticien tentent d'évaluer en ce moment même les besoins. Il reste que la plupart des associations généralement promptes à se mobiliser brillaient encore par leur absence la semaine dernière. Ne pas nourrir des assassins serait donc le mot d'ordre. Si beaucoup ont fui vers le Zaïre, pillant au passage jusqu'aux meubles de l'école de Mado, crevant les plafonds pour y dénicher quelques Tutsis, arrosant les murs de gerbes de leur sang, il n'en demeure pas moins que beaucoup de ces assassins vaquent en toute impunité dans cette zone de protection française. Il faut donc laisser Mado et son immense courage quitter l'odeur d'eucalyptus qui nourrit les feux où chauffent les marmites, abandonner ces femmes qui pilent le sorgho pour nourrir

les petits et fuir la désolation.

Rencontre avec un assassin à Musange, à 20 km au nord de Gikongoro, village d'aspect paisible, lové au creux d'une vallée. Sur la place publique, des gamins zigzaguent entre les étals des marchands de brochettes tandis que dans un coin quelques soldats des Forces armées rwandaises (FAR à majorité hutue) somnolent, le pistolet-mitrailleur coincé entre les genoux. L'homme en question a pour nom Bizimana Bernard, Bourgmestre de Musange, il affiche une quiétude de tous les instants à l'image de sa commune.

En attachant ses pas à ceux des commandos de marine de Lorient présents dans la région dans le cadre de l'opération Turquoise, on bascule pourtant très vite dans l'horreur. A quelques dizaines de mètres de là, une pente douce mène à un charnier. Ici un pied émerge d'un amas de terre, là un coude, plus loin le morceau difforme et impossible à identifier d'un corps. Selon le lieutenant Houel, chef de l'escouade chargée, ce jour-là, de récupérer des personnes en danger, à savoir les rares Tutsi survivant dans la région, huit mille d'entre eux auraient été massacrés à Musange. « *L'odeur caractéristique de la putréfaction nous a guidés jusque-là*, explique-t-il. *Nous avons récupéré des cartes d'identité de Tutsi et ces cordes enroulées autour des troncs d'arbres prouvent que certaines victimes ont été torturées avant de mourir.* » L'une d'entre elles est encore liée à un corps couvert de terre, comme un cordon ombilical obscène. « *Ces cordes servent à attacher les vaches* », commente le bourgmestre impassible, qui ne peut pas évidemment nier l'existence d'un charnier à proximité de sa mairie, mais qui estime que les corps sont autant de Hutus que de Tutsis et qui exclut donc l'idée d'un massacre systématique de ces derniers.

Des élus impliqués dans les massacres

« *Nous savons*, précise le capitaine de frégate Marin Gillier, qui commande le détachement des commandos de marine, *que les bourgmestres et les sous-préfets de la région sont pour la plupart impliqués dans les massacres de Tutsis, voire leurs instigateurs. Nous avons accumulé des témoignages qui le prouvent. Mais, pour le moment, ils sont nos seuls*

interlocuteurs auprès du million et demi de réfugiés hutus qui ont afflué dans la zone. Ils nous aident à sécuriser l'endroit en désarmant les milices et en persuadant les réfugiés de demeurer sur place. Mission remplie, nous saurons fournir à qui de droit les informations collectées pour que ces notables soient jugés. Nous ne les protégeons pas comme l'affirment certaines associations humanitaires. En les côtoyant chaque jour, nous les sondons et estimons leur degré de responsabilité dans les massacres commis ».

Joachim Hategerimana [Hategekimana], sous-préfet de Kaduha, un peu plus au nord [au sud], a, semble-t-il, parfaitement compris le bénéfice qu'il pourrait tirer d'une collaboration franche et totale avec les militaires français. L'homme, à la voix douce et aux petites lunettes d'intellectuel, aurait appelé au massacre de 12 000 Tutsis. Arpenter les travées de l'église de Kaduha revient à se faire une idée du carnage qui s'y est déroulé. Des traces de sang partout, jusque sur ces béquilles de bois oubliées près de la nef. Ouvrir donc les portes du presbytère, voir des éclats de rafale sur les murs, et cette baignoire teintée par le rouge du sang séché. Dehors, là où le pied s'enfonce dans la terre et entre en contact avec des ossements, il y a un charnier. Au Rwanda, les lieux du culte où l'on allait chercher protection sont devenus des sanctuaires de la mémoire. Symbole de l'impunité que l'on espère, rien n'a été lavé, rien n'a été caché. Tout est en l'état comme un lendemain de massacre. Horreur parmi l'horreur, des réfugiés hutus occupent désormais les lieux, couchent à même le sol de l'église, du sang au-dessus de leurs têtes et, pour les plus fragiles d'entre eux, la mort qui doucement s'approche. La faim, l'épuisement, la maladie.

Joachim Hategerimana [Hategekimana] est, lui, tout sourire. Les camions de Solidarité chargés de vivres ont pu rallier Kaduha. L'homme, qui n'oublie pas qu'il fut gestionnaire d'entreprises, vendra ces vivres un peu plus tard à chaque famille trois francs rwandais, « pour payer ses administrés, qui se dépensent sans compter pour aider les réfugiés ». En quête de virginité, l'homme ira même jusqu'à livrer aux militaires des commandos de marine un enfant tutsi et déclarera : « *Nous sauvons chaque jour des Tutsis que nous remettons aux militaires français. Nous ne sommes pas tous des extrémistes.* » L'enfant

s'appelle Frédéric, il dit que son père était riche et avait des "étages" à Kigali. Désormais orphelin, il a erré jusqu'à ce qu'une famille de Hutus modérés le sauve et le protège. Car la chasse aux Tutsis se poursuit dans cette région.

Protéger les Hutus qui sauvent des Tutsis

Les commandos de marine ont trouvé récemment une petite fille jetée au feu à cause de son appartenance ethnique. Evacuée par hélicoptère, elle est aujourd'hui entre la vie et la mort. Les soldats français en sauveront ce jour-là une trentaine, âgés de cinq à trente ans, par l'intermédiaire de contacts discrets avec des Hutus modérés qui recueillent ces pauvres diables égarés dans les forêts avoisinantes. A charge de revanche, les commandos effectuent parfois des missions de nuit pour évacuer ces Hutus modérés qui, une fois démasqués, sont la cible des milices et de la FAR.

Avant de rejoindre le centre de Murambi [Murambi], près de Gikongoro, où sont regroupés sous bonne garde, afin de les protéger, Tutsis et Hutus modérés, les rescapés transitent par le quartier général des commandos de marine. Ils y sont auscultés par un médecin et même lavés par des gendarmes du GIGN qui épaulent sur place les commandos et se muent pour l'occasion en "baby-sitters". Le colonel Brice – qui coordonne la zone large de 60 km avec, pour tout effectif, 200 soldats – résume la situation : « *Nous avons sécurisé le terrain en désarmant les milices, nous tenons en respect le FPR qui se fige ici sur ses positions, et nous avons gagné la confiance de la population, qu'elle soit hutue ou tutsie. Nous supplions maintenant les ONG de venir car elles peuvent œuvrer désormais dans de bonnes conditions.* »

Pour l'heure, un seul médecin militaire français officie à Gikongoro. Installé sur le terrain de football de la commune, qui s'est transformé en piste d'atterrissage pour hélicoptère, il soigne et oriente les blessés et les malades sur Cyangugu, au sud du Rwanda, où une antenne médicale a été montée. Là se mêlent Hutus et Tutsis. Comme cette vieille femme au visage tuméfié, battue à coups de massue par le FPR, et cet enfant avec une balle fichée dans la jambe de-

puis plus de deux jours. Que se passe-t-il, en fait, de l'autre côté ? Les visites guidées offertes aux journalistes par le FPR permettent... de ne rien vérifier. « *La démocratie est en marche* », assure une porte-parole rencontré à Bujumbura, capitale du Burundi. Les soldats FPR ne sont donc pas les Khmers noirs de l'Afrique ? « *Nous nous appuyerons sur une majorité politique et ethnique*, assure-t-il en concluant : *Nous voulons en finir avec les désignations hutus et tutsis qui ont mis le pays à feu et à sang. Nous désirons redonner le droit au peuple et rassembler la population.* » A suivre.

Le soir même, à Bujumbura, une télévision française captée par satellite, diffusait des images du Rwanda, puis le présentateur enchaînait sur un sujet consacré à une entreprise américaine célèbre dans le monde entier pour ses repas vite servis. « *Le monde est fou* », lançait un photographe d'agence à ses confrères présents dans cet hôtel. Un monde fou en effet. Il fallait penser à Mado pour trouver le sommeil et à cette femme et cet enfant silencieux sur le bord de la route dans la forêt de Nyungwe. Tisser un lien invisible entre eux. Trois humains, debout, sur cette drôle de planète.